

# Tous et toutes en grève et en manifestation le mardi 1<sup>er</sup> octobre 2024



- Pour nos salaires
- Pour nos pensions
- Pour nos services publics
- Pour nos droits

**Tu étais dans la rue pour refuser la réforme des retraites.**

**Tu t'es mobilisé.e pour faire obstacle au Rassemblement National et défendre le programme du Nouveau Front Populaire.**

**Tu as refusé les réformes du Bac, du lycée professionnel, du collège.**

**Tu constates impuissant.e la dégradation des conditions de travail et d'enseignement et le manque croissant de personnels.**

**Tu constates la dégradation de l'école, de l'hôpital, de la justice et de tous les services publics.**

**Tu es mal payé.e, mal considéré.e, mal traité.e.**

**Tu as vraiment toutes les raisons d'être en grève et dans la rue le 1<sup>er</sup> octobre 2024**

## Pourquoi le 1<sup>er</sup> octobre n'est pas seulement une grève de rentrée comme les autres ?

- **Le gouvernement Macron n'écoute ni la rue, ni les syndicats, ni les électeurs.** Après des élections européennes et législatives perdues, le président Macron s'assoie sur la volonté populaire et poursuit aveugle et sourd la même politique de casse sociale. Si le président a confisqué le résultat des urnes c'est parce qu'il refuse de revenir sur l'ensemble des réformes injustes de ses deux mandats à commencer par la réforme des retraites. Exigeons d'être entendu.es !

- **Les choix budgétaires annoncés exigent toujours plus d'économies sur les services publics tout en faisant des cadeaux fiscaux aux entreprises et aux plus riches.**

Chaque année, le gouvernement donne 170 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises sans contreparties. Les grandes entreprises ont dégagé 63,2 milliards de dividendes en 2023 (+ 31 % depuis 2017) et racheté pour 33 milliards leurs propres actions pour en faire monter artificiellement les cours. Cette financiarisation a permis à 500 personnes de posséder l'équivalent de 45 % du PIB contre 10 % en 2009.

- **Aucunes des promesses de revalorisation n'ont été tenues :** Le SNU a coûté 160 millions cette année pour seulement 80 000 jeunes enrôlés et le coût des uniformes est estimé à 5 milliards par an. Pendant ce temps là, les salaires des enseignants stagnent et le pouvoir d'achat n'a jamais autant baissé (- 20 % sur ces 20 dernières années).

Le métier n'attire plus alors que 328 000 collègues devraient partir à la retraite d'ici 2030 et que les démissions ont triplé au cours de ces dix dernières années.

Il est essentiel de revenir sur l'âge du départ à la retraite et de durée de cotisations car l'espérance de vie en bonne santé après 65 ans recule de 11,8 ans pour les femmes et de 10,2 ans pour les hommes.

↳ **Soyons réalistes, il n'y a que par une mobilisation d'ampleur que nous pourrons gagner !**

**Rendez-vous place de la République à Bordeaux à 11h30 mardi 1<sup>er</sup>  
octobre**